



*14 rue du Docteur Louis BROCCQ- 47 550 BOE*

# PROJET D'ETABLISSEMENT

## 2024-2028



## SOMMAIRE

<i>INTRODUCTION</i> .....	p 2
---------------------------	-----

### *1 – PRESENTATION DE L'ORGANISME GESTIONNAIRE : ALGEEI*

<i>1-1 - LES MISSIONS DE L'A.L.G.E.E.I.</i> .....	p 3
<i>1-2 – L'ENGAGEMENT DE L'A.L.G.E.E.I.</i> .....	p 3
<i>1-3- L'A.L.G.E.E.I. DANS LE TERRITOIRE</i> .....	p 4

### *2 – CARACTERISTIQUES GENERALES DU FOYER DE VIE « LA COURONNE »*

<i>2-1 – LA SITUATION DE L'ETABLISSEMENT</i> .....	p 4
<i>2-2 – L'HISTOIRE DE L'ETABLISSEMENT</i> .....	p 5
<i>2-3 – L'AUTORISATION</i> .....	p 6
<i>2-4 – LES REPERES REGLEMENTAIRES</i> .....	p 6
<i>2-5 – LES MISSIONS DE L'ETABLISSEMENT</i> .....	p 6
<i>2-6- LES PERSONNES ACCUEILLIES</i>	
<i>2-6-1-Repères démographiques</i> .....	p 7
<i>2-6-2-Parcours des personnes</i> .....	p 9
<i>2-6-3-Profil des personnes</i> .....	p 10
<i>2-6-4-Evolutions constatées</i> .....	p 10
<i>2-6-5-Attentes des personnes</i> .....	p 11

#### *2-7- LES PRINCIPES D'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES*

<i>2-7-1- Capacités, développement des compétences et promotion de l'autonomie de la personne</i> .....	p 11
<i>2-7-2- Autodétermination et pouvoir d'agir des personnes</i> .....	p 12
<i>2-7-3-Aidance et pair-aidance</i> .....	p 14
<i>2-7-3-a – Aidance professionnelle et non professionnelle</i> .....	p 14
<i>2-7-3-b – Pair aidance</i> .....	p 15
<i>2-7-4- Expression de la citoyenneté</i> .....	p 16
<i>2-7-5-Vie intime, vie affective et vie sexuelle</i> .....	p 17
<i>2-7-6- Santé et accessibilité aux soins : le « cure»</i> .....	p 19
<i>2-7-7- Thérapeutique non médicamenteuse : le « care »</i> .....	p 20
<i>2-7-8- Intelligence artificielle et nouvelles technologies</i> .....	p 21
<i>2-7-8-a – Intelligence artificielle</i> .....	p 21
<i>2-7-8-b – Nouvelles technologies</i> .....	p 22
<i>2-7-9- Projets inclusifs et partenariats</i> .....	p 22
<i>2-7-10 Habitat inclusif</i> .....	p 23

#### *2-8- LES MODALITES D'ACCOMPAGNEMENT*

<i>2-8-1 Le parcours des personnes</i> .....	p 24
<i>2-8-2 La transformation de l'offre</i> .....	p 24
<i>2-8-3 Du travail pluridisciplinaire à l'organisation des partenariats</i> ....	p 2

<u>2-9- LA « TRANS » FORMATION DES PROFESSIONNELS</u>	
<u>2-9-1 La formation des professionnels</u> .....	p 26
<u>2-9-2 Du concept d' « équipe » au « faire équipe »</u> .....	p 27
<u>2-10- LA « TRAITANCE »</u>	
<u>2-10-1 La promotion de la bientraitance</u> .....	p 27
<u>2-10-2 La prévention de la maltraitance, du harcèlement, des abus de Faiblesse</u> .....	p 28
<u>2-10-3 Le traitement des évènements indésirables</u> .....	p 28
<u>2-10-4 La satisfaction des personnes et le traitement des doléances</u> ...	p 29
<u>2-11- L'ETHIQUE DE L'ACCOMPAGNEMENT</u>	
<u>2-11-1-Le questionnaire éthique</u> .....	p 29
<u>2-11-2-L'éthique et la fin de vie</u> .....	p 30
<u>2-12- L'EVALUATION ET L'AMELIORATION CONTINUE DE LA QUALITE DU SERVICE ET DES PRESTATIONS AUX PERSONNES</u>	
<u>2-12-1- L'amélioration continue</u> .....	p 31
<u>2-12-2- Le processus management de la qualité de l'établissement</u> .....	p 32
<u>2-12-3- Le Plan d'Action Continue de la Qualité 2024-2028</u> .....	p 32
<u>2-12-4- Le Plan de Gestion des Crise (P.G.C.) et Plan de Continuité de l'Activité (P.C.A.)</u> .....	p 34
<u>2-12-5- L'évaluation externe</u>	
2-12-5- a- Auto évaluation SYNAE.....	p 34
2-12-5- b- Planification de l'évaluation externe .....	p 35
<u>2-13- LA DEMARCHE DE QUALITE DE VIE AU TRAVAIL (Q.V.T.)</u>	
<u>2-13-1 Définition</u> .....	p 36
<u>2-13-2 Les acteurs et la structuration de la démarche</u> .....	p 37
<u>2-13-3 – La chronologie de la démarche : régularité des cycles</u> .....	p 38
<u>2-13-4 Le déploiement de la démarche Q.V.T. établissement</u> .....	p 38
<u>2-14- LA RESPONSABILITE SOCIETALE D'ENTREPRISE (R.S.E.)</u>	
<u>2-14-1 Le développement durable dans le domaine des Ressources Humaines (R.H.)</u> .....	p 39
2-14-1-a l'Organigramme.....	p 39
2-14-1-b La G.P.E.C., la G.P.E.P.P., la formation.....	p 39
2-14-1-c Recrutement, nouveaux métiers, attractivité du secteur, valeurs professionnelles et pouvoir d'agir.....	p 40
<u>2-14-2 Le développement durable dans le domaine environnemental</u> .....	p 40
<u>2-14-3 Le développement durable dans le domaine économique</u> .....	p 40
<b>3 – LES OBJECTIFS D'EVOLUTION ET DE DEVELOPPEMENT</b>	
<u>3-1- LE C.P.O.M. (Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens)</u> .....	p 41
<u>3-1-1 Les 4 axes stratégiques du C.P.O.M. établissement</u> .....	p 41
<u>3-1-2 Les données selon les tableaux de bord</u> .....	p 41

<i><u>3-1-3 Les fiches action établissement</u></i> .....	p 42
<i><u>3-2- LES AXES STRATEGIQUES 2024-2028</u></i> .....	p 43
<i><u>3-3- LES FICHES ACTIONS</u></i> .....	p 44
<i><u>3-4 LA PLANIFICATION DES ACTIONS DES AXES STRATEGIQUES</u></i> .....	p 50
<i>CONCLUSION</i> .....	p 50
<i>PARTICIPATION A L'ELABORATION DU PROJET D'ETABLISSEMENT</i> .....	p 51
<i>ANNEXE : repères réglementaires</i>	

## ANNEXE : repères règlementaires

- Décret 77-1547 et 77-1548 du 31 décembre 1977 relatifs à la contribution aux frais d'hébergement et d'entretien des personnes accueillies.
- Circulaire n° 2001-306 du 3 juillet 2001 relative à la prévention des violences et maltraitements notamment sexuelles dans les institutions sociales et médico-sociales accueillant des mineurs ou des personnes vulnérables
- Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale
- Loi du 4 mars 2002 relative aux droits des personnes et à la qualité du système de santé
- Décret n°2004-287 du 25 mars 2004 relatif au Conseil de la Vie Sociale et aux autres formes de participation instituées à l'article L.311-6 du Code de l'action sociale et des familles.
- LOI n° 2005-32 du 18 janvier 2005 de programmation pour la cohésion sociale, dite loi Borloo.
- Loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées pose « la participation de tous à tout ».
- Loi n° 2005-370 du 22 avril 2005 relative aux droits des malades et à la fin de vie.
- Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789, le Préambule de la Constitution de 1946, les recommandations de l'Union européenne et la Convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées du 30 mars 2007, mettent également l'accent sur les notions d'égalité et de citoyenneté.
- Loi n° 2007-308 du 05 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs.
- Décret n° 2009-322 du 20 mars 2009 relatif aux obligations et services accueillant ou accompagnant des personnes handicapées adultes n'ayant pu acquérir un minimum d'autonomie.
- Circulaire DGAS n° 2009-170 du 18 juin 2009 relative à la sécurité des personnes hébergées dans des établissements médico-sociaux en cas de **défaillance d'énergie**.
- Loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (HPST).
- LOI n° 2009-967 du 3 août 2009 de programmation relative à la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement (Grenelle 1).
- LOI n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (Grenelle 2).
- Décret n° 2010-356 du 1er avril 2010 portant publication de la convention relative aux droits des personnes handicapées (CIDPH).
- Circulaire DGCS/SD2A no 2011-282 du 12 juillet 2011 relative au renforcement de la lutte contre la maltraitance, au développement de la bientraitance dans les établissements et services sociaux relevant de la compétence des services déconcentrés de la cohésion sociale et à la compétence du représentant de l'État dans le département au titre de la protection des personnes.
- Loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 modifiée relative à l'économie sociale et solidaire.

- Accord du 24 novembre 2014 relatif à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et à la formation professionnelle tout au long de la vie
- Loi n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement
- Loi n°2016-41 du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé.
- LOI n° 2016-87 du 2 février 2016 créant de nouveaux droits en faveur des malades et des personnes en fin de vie, dite loi « Claeys-Léonetti ».
- Instruction n° DGCS/SPA/2016/195 du 15 juin 2016 relative à la mise en œuvre du D.A.M.R.I.
- CIRCULAIRE N° DGCS/3B/2017/148 du 2 mai 2017 relative à la transformation de l'offre d'accompagnement des personnes handicapées dans le cadre de la démarche « une réponse accompagnée pour tous ».
- Arrêté du 12 juin 2018 relatif au service sanitaire pour les étudiants en santé.
- Loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel.
- Loi de programmation et de réforme pour la justice du 23 mars 2019 réformé en profondeur les dispositions relatives aux majeurs protégés, renforçant l'autonomie du majeur protégé.
- Loi n°2019-222 du 23 mars 2019 de programmation 2018-2022 et de réforme pour la justice a abrogé l'article L. 5 du code électoral, article 11.
- Accord collectif A.L.G.E.E.I. relatif à la Q.V.T. (Qualité de Vie au Travail) du 10 mai 2019.
- Loi n°2002-2 du 2 janvier 2002 en son article 22, renouvelée par la loi n°2019-774 du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et la transformation du système de santé.
- Loi n°2020-220 du 6 mars 2020 visant à améliorer l'accès à la prestation de compensation du handicap.
- Circulaire N° DGCS/SD3B/2021/147 du 5 juillet 2021 relative au respect de l'intimité, des droits sexuels et reproductifs des personnes accompagnées dans les établissements et services médico sociaux relevant du champ du handicap et de la lutte contre les violences.
- Décret n° 2021-1476 du 12 novembre 2021 relatif au **rythme des évaluations de la qualité des ESSMS** et de son décret modificatif n° 2022-695 du 26 avril 2022 / Manuel d'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médicosociaux – mars 2023/ Référentiel d'évaluation de la qualité des établissements et services sociaux et médicosociaux
- Rapport de la Convention Citoyenne CESE sur la Fin de Vie du 5 mai 2023.
- Décret n°2024-8 du 3 janvier 2024 relatif à la préparation du système de santé pour faire face aux situations sanitaires exceptionnelles.
- Arrêté du 12 février 2024 fixant la liste des établissements et services médico-sociaux mentionnée à l'article L.311-8 du CASF.
- Décret n°2024-166 du 29 février 2024 relatif au projet d'établissement ou de service des établissements et services sociaux et médico-sociaux.
- Charte de la Pair Aide en établissement et services, F.E.H.A.P., 2019.

- Charte des droits et libertés de la personne accueillie.
- Charte des droits et liberté de la personne majeure protégée.
- Charte associative pour la promotion des actions de prévention et d'accompagnement dans le champ de l'éducation affective et sexuelle, F.A.L.C., M.A.Q. Associatif (Manuel Qualité Associatif).
- R.B.P.P. (Recommandations de bonnes pratiques) de l'H.A.S. (Haute Autorité de Santé).